

LES TERRITOIRES, LABORATOIRES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La révolution verte se construit à partir de nos lieux de vie. *La Vie* est allé voir des citoyens et des élus qui s'activent pour mieux habiter la terre.

Transformer toutes les questions relevant de l'écologie en questions relevant des territoires.... C'était l'une des intuitions brillantes de Bruno Latour (1947-2022). Quand on parle de défense de la nature, « on bâille », disait en substance le philosophe. La notion étant trop abstraite et extérieure à soi. Quand il s'agit de défendre un territoire, au contraire, « on se bouge ». Derrière ce mot, le philosophe n'entrevoit ni une définition administrative et politique, ni un retour de la pensée réactionnaire à la Maurice Barrès, mais un lien avec ce qui permet de « subsister ».

Alors que les ressources s'amenuisent, les émotions mobilisées sont plus aiguës, et l'action en retour plus immédiate : il y est question de sols, de mètres carrés habitables et de réserves d'eau à préserver, de réseaux d'entraides à construire, d'interdépendances avec lesquelles composer. Cette nouvelle approche de l'écologie, ancrée dans la terre, semble prendre corps de manière dispersée dans plusieurs points de l'Hexagone où la culture de l'autonomie a souvent prévalu : Drôme, Ardèche, Ariège,

Limousin, Loire-Atlantique, Centre Bretagne... Face à l'urgence climatique, le salut semble venir plus d'en bas que d'en haut. Dans des milieux de vie organisés autour d'un espace naturel ou identitaire, comme le rappelle le géographe Guillaume Faburel (voir page 24), un futur désirable et plus respectueux de la nature est en train de s'inventer. Dessinant une nouvelle façon d'habiter la terre, de nouveaux types d'attachements, de gouvernance, d'entreprises innovantes, de réseaux d'entraide autour d'écolieux, de coopératives, d'associations militantes sont en train d'émerger.

Parfois, l'affirmation de ces choix peut susciter une confrontation avec le politique, comme lors de la manifestation contre les réserves d'eau de Sainte-Soline. Mais, le plus souvent, des alliances se nouent avec les élus sur ces territoires. On observe un lien entre ce dynamisme et un ancrage religieux historique. Nous sommes allés voir en particulier l'écosystème du Pays basque Nord, mobilisé contre la pression immobilière, et la Biovallée de la Drôme, qui s'est construite autour de la préservation de la rivière. Deux territoires aux avant-postes de cette révolution écologique au ras du sol. **PASCALLE TOURNIER** →

AU PAYS BASQUE,
on défend un modèle
agricole paysan depuis
les années 1980. Ici,
à Lantabat.

LE PAYS BASQUE, TERREAU D'UN RADICALO-PRAGMATISME VERT

Derrière l'image des plages de surf et de l'océan se cache un laboratoire citoyen de transformation sociale et écologique, implanté à Bayonne, aux ambitions larges mais atteignables.



vies ». Depuis 2009, à coups de mobilisations citoyennes, l'association met la pression sur les élus pour qu'ils s'engagent vraiment dans la transition. On compte ensuite Alternatiba, le réseau de collectifs pour le climat, Euskal Moneta, qui émet la monnaie locale l'eusko depuis 2011, I-ENER, qui produit de l'énergie renouvelable à partir de 20 centrales photovoltaïques, dont une posée sur le toit de l'église d'Ostabat-Asme. Et il y a enfin la toute dernière association, Alda, née en 2020, et dont les actions portent sur la défense du logement pour les classes moyennes. Des synergies se déploient aussi entre cet incubateur d'un nouveau type et Txirring'Ola, un atelier participatif d'autoréparation de vélo, le supermarché coopératif et solidaire Otsokop, qui a ouvert ses portes dans un quartier populaire de Bayonne. « *Tout est consanguin. On travaille en meute* », ironise Arnaud Boudou, responsable du développement d'I-ENER et dont la compagne a travaillé avec José Bové.

Txetx Etcheverry donne rendez-vous au 20 rue des Cordeliers. La Nive, qui transperce de part en part le centre historique de Bayonne, est à quelques mètres. Bardé d'affiches et de photos de manifestations, le lieu choisi ne paie pas de mine de l'extérieur. C'est pourtant un endroit stratégique. Le centre névralgique de tout un ensemble d'associations ou d'initiatives que cet ancien infirmier de 59 ans et militant notoire de la cause basque a accompagnées ou cofondées avec d'autres.

MILITANT BASQUE et écolo, Txetx Etcheverry a cofondé de nombreuses associations en lien avec le climat, « *la mère de toutes les batailles* ». Ici à une manifestation le 1^{er} mai.

VICTOIRE CONTRE AIRBNB

Il est 21 heures. Keffieh rouge autour du cou et regard bienveillant, Txetx Etcheverry sort de sa réunion nocturne, mais « *qui a fini à l'heure* », précise-t-il. Devant une assiette de chipirons, il détaille la liste des principales victoires remportées par cet écosystème détonnant et enthousiasmant. « *Nous cherchons à résister à la perte de sens libérale en construisant nous-mêmes un modèle de société qui vise à atteindre notre souveraineté économique, énergétique, alimentaire... Notre stratégie paie : nous commençons à impacter la réalité* », se réjouit-il. Première monnaie locale d'Europe, l'eusko peut se dépenser dans plus de 40 collectivités et 1300 entreprises du coin. Alternatiba, qui a démarré en 2013 avec un festival des solutions alternatives à Bayonne, rayonne aujourd'hui à l'échelon national avec plus de 130 collectifs locaux. Avec son réseau de sentinelles écologiques citoyennes, Bizi ! a obligé des communes à respecter les lois concernant l'aménagement de pistes cyclables et l'instauration de menus bios dans les cantines. I-ENER a étendu ses activités de production, en devenant avec Enargia fournisseur

d'électricité et après une discussion dans un bar, il y a trois mois, se lance dans l'auto-partage avec Aupa.

Quant à Alda, malgré sa jeune existence, elle a réussi un coup de maître : contrer la puissance d'Airbnb. Un succès qui pourrait inspirer d'autres régions soumises à l'inflation des meublés touristiques. « *Nous avons perdu 11000 logements sur environ les 200000 logements de l'ensemble de la communauté d'agglomération* », rappelle l'activiste multicauses Txetx Etcheverry. Depuis mars dernier, tout propriétaire qui veut louer son bien sur la plateforme est désormais dans l'obligation de compenser en mettant sur le marché de la location un deuxième logement à destination des locaux. Si dans sa symbolique le combat a un petit air de David contre Goliath, il s'empare de la nouvelle obsession du moment : le logement.

« LE PAYS BASQUE N'EST PAS À VENDRE »

La pression sur les m² est montée d'un cran ces dernières années. Le soleil et la puissance de l'océan attirent des populations à haut pouvoir d'achat et, depuis le confinement, un cortège de télétravailleurs des métropoles. Des mouvements de population qui font drastiquement grimper les prix de l'immobilier et naître des conflits. Désormais fleurissent sur les murs « *Le Pays basque n'est pas à vendre* », et des banderoles « *Le droit d'avoir un logement passe avant*

MANIFESTATION des militants écologistes de Bizi ! (ci-dessous). En bas, l'association Alda fait du porte à porte à Anglet pour aider les habitants des quartiers populaires pour le logement.

celui d'en avoir deux » sont déployées dans les rues, comme en juillet dernier devant la maison secondaire du ministre Bruno Le Maire à Saint-Pée-sur-Nivelle. Certains au contraire, comme le maire d'Anglet, Claude Olive, surnommé « *le bétonneur* », veulent profiter de la manne et faire du Pays basque une petite Californie, reléguant les classes moyennes locales dans le pays intérieur, quand elles ne sont pas obligées de dormir dans des campings. Pour faire



adopter le règlement de compensation par la Communauté d'agglomération du Pays basque (CAPB), qui regroupe 158 communes, Alda a noué des alliances multiformes avec les élus. Soucieux du droit de ses administrés à pouvoir se loger et vivre correctement dans sa région, le maire de Bayonne et président de la CAPB, Jean-René Etchegaray (Renaissance), s'est montré sensible aux arguments des activistes.

Payant aussi, l'usage de méthodes combinant pression et blagues potaches. À l'automne 2021, l'hôtel de ville d'Anglet a été mis quelques jours en location sur Airbnb. Ce style humoristique est apparemment la marque de fabrique de l'ensemble de l'écosystème du 20 rue des Cordeliers. « *Entre rapport de force et ironie, l'équilibre à trouver est subtil, mais cela permet de toucher l'opinion publique* », constate Oihana Driollet, ancienne scout de 28 ans et porte-parole de Bizi ! Pour souligner le gaspillage d'énergie des panneaux de publicité lumineuse, les militants de Bizi ! ont détourné l'électricité des objets urbains pour faire chauffer une soupe, offerte ensuite aux passants. Et Alda, encore, a organisé une exposition « *exceptionnelle* » des baux frauduleux rédigés par des propriétaires ou des agences immobilières peu soucieux du respect du code relatif au logement et apparemment assez nombreux sur le territoire.

DES OBJECTIFS RÉALISTES

Alors que depuis l'échec des marches pour le climat une partie de la sphère activiste est tentée par la violence, au Pays basque, on s'y refuse catégoriquement. « *On sait comment cela démarre, pas comment cela se termine* », glisse Txetx Etcheverry, qui en connaît un rayon sur le sujet. En 2001, il fait partie des militants du mouvement Abertzale, qui condamne la violence de l'ETA comme moyen de lutte pour l'indépendance. En 2016, il est arrêté par la police avec d'autres militants de la cause basque. Le groupe s'appropriait à détruire un stock d'armes de l'ETA.

Bref, ici, on préfère jouer la carte du « *radicalo-pragmatisme* ». Dans son livre *la Bataille du siècle, stratégie d'action pour la génération climat* (LLL), Jon Palais, 43 ans, membre de Bizi ! et responsable des formations d'Alternatiba, donne la définition de ce logiciel idéologique. D'emblée, il précise : il s'agit d'une synthèse et non d'un compromis entre radicalisme et pragmatisme. Tout repose sur la fixation d'objectifs réalistes, calibrés et qui s'ils sont atteints entraînent des effets de levier et des points de bascule : « *Les résultats obtenus doivent être suffisamment motivants pour alimenter la dynamique de l'action* », écrit-il. Et augmenter la mobilisation de masse nécessaire au changement des pratiques. « *Cette offre militante correspond bien à la demande d'engagement contemporain. Les gens sont encore prêts à s'engager, mais ils ne croient plus aux lendemains qui chantent. Ils ne veulent plus se sacrifier, mais dégager des effets rapides de leur*

Payant, l'usage de méthodes combinant pression et blagues potaches. À l'automne 2021, l'hôtel de ville d'Anglet a été mis quelques jours en location sur la plateforme Airbnb.

LA SOCIÉTÉ I-ENER a installé des panneaux solaires dans la région, ici sur le toit d'un bâtiment de Macaye.



action », note Txomin Poveda, auteur d'une thèse sur les expériences de la pensée radicale et de l'agir pragmatique au Pays basque Nord.

Illustration lors d'une séance de porte-à-porte dit « *intégral* » avec Alda. Sous le soleil déjà brûlant d'avril, on retrouve devant un HLM du quartier de Lespes d'Anglet la dynamique coordonnatrice de l'association Malika Peyraut, âgée de 35 ans, et trois bénévoles, dont Nicolas, conducteur de bus et habitant de la résidence sociale. En mars dernier, il s'est présenté sur

une liste Alda pour siéger dans la commission d'attribution de l'Office 64 de l'habitat. Un tsunami dans le milieu des bailleurs sociaux. La liste devient majoritaire et obtient deux sièges sur quatre. Ragaillardi par le succès, Nicolas veut initier un collectif de quartier

avec les habitants pour résoudre le problème d'humidité dans sa résidence. Pour entraîner les gens à sa suite, Nicolas sonne à toutes les portes de la résidence. L'accueil qu'il reçoit est plutôt bon. Un ancien militaire et sa femme se souviennent de lui : « *On a voté pour vous pour la commission d'attribution.* »



« *Nous allons pouvoir changer les choses* », appuie Nicolas dans la conversation. Quelques semaines plus tard, le collectif est monté.

L'INFLUENCE DE L'ACTION CATHOLIQUE

L'éclosion de ces mobilisations alternatives sur le climat et l'environnement et leur rapide structuration n'auraient pas été possibles sans l'existence d'une matrice originelle qui prend sa source dans la culture identitaire basque, des expériences coopératives des années 1960-1980 et un monde agricole engagé. « *La fin de la lutte armée autour de 2010-2011 a permis le rapprochement de ces univers militants et de leurs combats* », souligne le chercheur au CNRS Xabier Itçaina. Créée en 2005, avec le soutien du syndicat paysan ELB, la chambre d'agriculture alternative du Pays basque Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG) est par exemple unique dans son genre. Malgré les pressions étatiques et l'existence de la chambre d'agriculture départementale installée à Pau, elle a démontré qu'on pouvait s'organiser sans les pouvoirs publics et défendre sa spécificité culturelle. Ici, l'élevage, les terres de montagne et les exploitations de petite taille prédominent. « *L'agriculture a également toujours fait partie du patrimoine familial. Les Basques portent le nom de leurs fermes* », fait remarquer Francis Poineau, berger sans terre et coprésident de la chambre d'agriculture du

LES SŒURS de Notre-Dame-du-Refuge ont créé une épicerie solidaire, alimentée par la production maraîchère de leur monastère.

Pays basque EHLG. Dans cet arrière-plan historique, il ne faut pas oublier le rôle joué par l'Église, qui a toujours défendu la langue basque et incité à l'autonomie vis-à-vis de l'État. « *Les mouvements de l'Action catholique spécialisée ont aussi été très influents dans les milieux agricoles à travers la JAC et le MRJC* », complète Xabier Itçaina. Il continue d'infuser dans les valeurs.

La route nous emmène encore à Anglet, cette fois à Notre-Dame-du-Refuge. Entouré d'un îlot de verdure de 20 hectares et d'une pinède étalée vers les sables et convoitée par bien des promoteurs immobiliers, le lieu est tenu par une congrégation de 30 servantes de Marie. Notre-Dame-du-Refuge est à lui tout seul un écosystème vertueux alliant les dimensions sociale, agricole, éducative et spirituelle. Un foyer de vie pour personnes handicapées et femmes en difficultés momentanées avoisinent une maison pour mineurs placés par la justice, un collège et lycée, un couvent de Bernardines, des plants de poireaux de l'exploitation agricole et une épicerie solidaire. La paternité du concept revient à l'abbé Cestac. Au milieu du XIX^e siècle, l'ancien vicaire de la cathédrale de Bayonne décide d'accueillir des fillettes des rues en les faisant travailler dans les champs. Il avait déjà l'idée d'une utopie concrète alliant justice sociale et environnementale. Le projet reste plus que jamais valable au Pays basque. ➔

TEXTE P.T.

PHOTOS PIERRE LARRIEU POUR LA VIE ➔

SUR L'ÉCOSITE

du Val de Drôme, à Eurre, montage d'un prototype d'éolienne domestique de la société Helioscop.



ELEONORE HENRY DE FRAHAY / ARGOS / PICTURE TANK

LA VALLÉE VERTE DE LA DRÔME

Avec 40 % des surfaces agricoles en culture bio et des entreprises écolos innovantes, le projet Biovallée incarne une vitrine du développement durable.

C'est un espace géographique étroitement lié au bassin versant de la Drôme. Voie de passage vers les Alpes, il est étendu sur 2200 km² et totalise environ 56 000 habitants. La majesté des fronts rocheux du Vercors, les lignes violettes des champs de lavande et les stridulations des cigales en font un petit éden. Ici, les restaurants associatifs (l'Élabo de Paulette), les bricothèques (la Chignole) et les listes citoyennes, comme à Crest ou autrefois Saillans, fleurissent. On se préoccupe autant de la disparition des chamois dans les pierrades, des vertus des bains de forêts pour renouer avec le sensible (association Dryade) que de la production en masse de l'énergie photovoltaïque (DWatts), ou de la circulation d'une navette autonome électrique. Et il n'est pas rare de croiser le philosophe Pablo Servigne, l'écoféministe Émilie Hache et l'ancienne conseillère régionale Rhône-Alpes Corinne Morel Darleux dans les ruelles de Die, l'une des principales villes de la région connue pour son vin pétillant, la clairette.

Bienvenue dans la Drôme dite des montagnes, l'un des territoires les plus avancés en France en matière de développement durable. Agriculture, énergie, transport, recyclage, déchets... Tous les champs de la vie quotidienne sont impactés par la dynamique émanant de ce mélange de Silicon Valley verte et de paradis pour néoruraux. Jérôme Fourquet et

Jean-Laurent Cassely, dans leur livre *la France sous nos yeux* (Seuil), considèrent cette région comme la capitale de l'écologie française. Un chiffre parle de lui-même : plus de 40 % des surfaces agricoles sont cultivées en bio. Et les objectifs de ce bout de la Drôme sont ambitieux : faire un territoire à énergie positive d'ici à 2040, proposer 80 % de menus bios dans les cantines scolaires et réduire de 30 % les déplacements en voiture individuelle.

LES PIONNIERS DU BIO

Ce statut de premier laboratoire écolo n'est pas arrivé du jour au lendemain. Il est le fruit d'une dynamique portée avec détermination par les habitants de la vallée depuis les années 1970 et qui s'est structurée au fil du temps. Tout démarre grâce à des post-soixante-huitards venus d'ailleurs et désireux de travailler la terre autrement. Le Néerlandais Ton Vink, fondateur de l'Herbier du Diois, grossiste d'épices et de plantes aromatiques au chiffre d'affaires de plus de 11 millions d'euros en 2021, et son compatriote Sjoerd Wartena, fondateur de Terre de liens, font partie de ces pionniers. Rodolphe Balz, aussi. Né en 1944 à Genève, le géographe de formation entreprend ses cueillettes sauvages dans les champs, au milieu des années 1970. Puis profitant de la très riche botanique de la région, alliant genévrier, lavande, romarin, sauge, sarriette, il plante son premier jardin expérimental. Rapidement, Rodolphe Balz se hisse au niveau de spécialiste des plantes médicinales et des huiles essentielles qui font désormais la renommée de la région. Son laboratoire Sanoflore a été revendu à L'Oréal en 2006. En 2021, l'entreprise de cosmétiques bio dégage un chiffre d'affaires de près de 3 millions d'euros. Moustache et crinière blanche, Rodolphe Baltz nous accueille dans sa maison rustique, située sur les hauteurs de la vallée enchantée de la Gervanne. Une vaste serre remplie de plantes grasses et de fleurs rouges fait office d'entrée. « Les gens du coin étaient surpris de nous voir s'installer, alors que nous étions à l'apogée de la désertification de la Drôme. Mais ils accueillaient volontiers nos nouvelles idées », explique-t-il.

BIOVALLÉE, UNE MARQUE DÉPOSÉE

« Faire autrement » fait en effet partie de l'esprit de la Drôme, haute terre d'accueil des protestants après la révocation de l'édit de Nantes, des républicains espagnols et de la résistance sur le plateau du Vercors. À la suite de Rodolphe Balz et sous l'effet de nouvelles vagues d'arrivants, les conversions au bio se développent dans le Diois. Les initiatives alternatives foisonnent dans la construction et l'économie sociale et solidaire. Pas étonnant si les politiques finissent par désirent fédérer ces énergies. L'occasion est trouvée dans les années 1980 à la faveur de la Drôme, la rivière, qui se trouve fortement polluée. « Un travail de dépollution a été mené sur plus de

200 kilomètres de berges dans les années 1980 par les habitants et les élus. Plus de 20 ans plus tard, la rivière est redevenue baignable et a montré que rassemblés nous étions efficaces », confie Augustin Guendouz, référent diocésain Église verte de Valence et ancien secrétaire général de Biovallée. Créée en 2005, sur

« Un travail de dépollution de la Drôme a été mené dans les années 1980 par les habitants et les élus. Cela a montré que rassemblés nous étions efficaces. » AUGUSTIN GUENDOZ

les fonts baptismaux de cette expérience autour de l'eau, cette association territoriale devient le bras armé des politiques de transition écologique du territoire. Regroupant les dynamiques entre citoyens, entreprises et élus de trois communautés de communes et dotée d'une association dans sa gouvernance, elle appuie des projets, fait du lien et de l'ac-

compagnement d'entreprises, promeut des programmes d'éducation. Son siège se trouve à quelques kilomètres de Crest, sur un écosite de neuf hectares, à côté d'une route bordée d'arbres fruitiers.

Yannick Régner y prend ses marques de nouveau directeur. Diplômé de l'École centrale de Lyon, il a travaillé chez Total avant de virer de bord. Dix ans durant, le quadra a animé le réseau des Territoires à énergie positive. Pendant plus d'une heure, il détaille l'ensemble des entreprises innovantes qui font partie du réseau Biovallée. Figurent ainsi Drômolib, qui veut déployer l'auto-partage, la recyclerie l'Or des bennes, GPA, le numéro un de la pièce d'occasion pour auto... La liste est tellement longue qu'il est impossible de tout noter. On comprend aussi que Biovallée est surtout la marque déposée du territoire qu'il s'agit de vendre aux grandes institutions pour décrocher des subventions. Une orientation qui peut susciter des réserves. « Biovallée fait figure de label territorial, sous l'égide d'intérêts institutionnels et économiques visant un développement vert et non une vraie transformation, tacle le géographe Guillaume Faburel. Les actions menées sont assez classiques de la transition officielle. » En tout cas, en 2019, la structure décroche la timbale du programme étatique Territoires d'innovation, avec à la clé 5,7 millions d'euros de crédits pour encore accélérer la transformation écolo de la vallée. Et conforter la Drôme dans son statut de modèle écolo. ▶ P.T.

À Bordeaux, on planche sur la deuxième vie des objets

Pour faire face à la surconsommation et la surproduction, la métropole de Bordeaux envisage de créer un site de 15 000 m² totalement dédié au réemploi solidaire et à la nouvelle vie des objets, avec à la clé la création de 320 emplois. Les associations le Relais, Atelier d'éco solidaire seront partenaires de ce nouveau village baptisé İkos, dont le lancement est prévu pour 2026.

« LES GRANDES AGGLOMÉRATIONS VONT DEVENIR INVIVABLES »

Pour le géographe Guillaume Faburel, un milieu de vie adossé à un espace naturel et d'un diamètre de 30 km est la bonne échelle pour rendre possible des pratiques écologiques.

LA VIE. Pourquoi la transition écologique est-elle plus manifeste à l'échelle d'un territoire ?

GUILLAUME FABUREL. Je préfère le mot « milieu » à celui de « territoire », qui est en France très politique et en grande partie produit par les institutions. D'ailleurs, dans d'autres cultures, le terme de « lieu » est bien plus utilisé que celui de « territoire », souvent compris comme belliqueux. Revenons à votre question. Si nous devons retisser des liens au vivant, redevenir parents des écosystèmes que nous habitons, le milieu est propice, car il implique tous les vivants et est adossé à des espaces naturels historiques signifiants. La taille optimale est environ de 30 km de diamètre, soit une petite vallée, une moyenne montagne, un fragment de plaine, avec en moyenne 30000 habitants, répartis en petites villes, bourgs et villages. Ce périmètre rend possible des pratiques plus écologiques, que ce soit des mobilités décarbonées, une production directe de l'alimentation, l'accès à la ressource en eau, mais également des solidarités plus actives et une démocratie plus directe. Il s'y développe des initiatives alternatives du type communautés, coopératives autogérées, écolieux, habitats légers, fermes sociales...

Pouvez-vous donner des exemples de ces milieux autres que le Pays basque Nord ou la Biovallée ?

G.F. Dans les vallées des Gardons (Gard), plusieurs collectifs se sont unis pour créer l'Université rurale des Cévennes, avec pour objectifs de renouer avec des cultures productives (autour de la châtaigne notamment), de former à des pratiques autonomisantes, ou encore de revaloriser la langue occitane. C'est aussi le cas dans le Limousin, où un Syndicat de la montagne limousine a été créé à partir d'un groupement d'habitants et que quelques élus ont rejoint. Il s'agit notamment de recenser les logements vacants, les terres arables disponibles, les bois délaissés et surtout de développer des actions à l'échelle du milieu géographique et de ses ressources pour aider à y vivre comme à s'y installer, en pensant notamment l'accueil des migrants. D'autres cas sont également en réflexion, voire en préparation, dans



GUILLAUME FABUREL est géographe, professeur à l'université Lumière-Lyon-2 et chercheur à l'UMR Triangle.

PIERRE-ANTOINE PLOUËT/FLAMMARION

le Périgord vert, dans la vallée de la Vésubie (Alpes-Maritimes), dans le Haut-Mâconnais (Saône-et-Loire) et même sans doute à Belle-Île (Morbihan).

Ces lieux partagent-ils les mêmes valeurs ?

G.F. Selon moi oui et elles sont au nombre de trois. Elles renvoient d'abord à une façon d'habiter autrement la Terre par des pratiques plus respectueuses du vivant (permaculture, jardins-forêts, bioclimatisme...), et plus largement par un réempaysonnement des activités. Ensuite, on observe dans ces milieux de vie une plus grande coopération entre les habitants, avec notamment des questionnements sur la propriété de la terre. Enfin, on voit une tendance à l'autogestion de sa vie de manière ordinaire et solidaire pour d'abord assurer collégialement sa subsistance. Sans bien sûr négliger des relations d'interdépendance avec d'autres espaces et lieux, ces trois communs constituent la matrice d'une société écologique en devenir.

Vous laissez entendre que ces milieux de vie renouent avec une forme de religiosité...

G.F. En tout cas pour certaines d'entre elles. On y rencontre fréquemment des dispositions sensibles qui, par la quête de sens, n'est pas sans rejeter les déterminations matérielles de l'hubris consumériste et plus largement rechercher les relations mêmes au vivant et à la vie. Il s'agit donc moins d'une religiosité ecclésiale que d'une sentimentalité qui défend un entendement du monde vivant. Et cela avec comme questionnements notamment la reproduction (des ressources vitales) et la pérennité (finitude et finalité), mais aussi quelques croyances animistes qui ne sont pas sans figurer des formes premières de religiosité. On y parle d'attachements et d'intensité, non sans d'ailleurs revisiter quelques traditions, afin là aussi de lutter contre la première des dépossessions dans l'ère néolibérale qui nous gouverne ce jour, celle d'habiter quelque part.

Comment se déploie le politique ?

G.F. Nous trouvons alternativement l'implication dans la vie des collectivités locales, avec quelques candidatures municipales remarquées, tel à Trémargat (Côtes-d'Armor) ou Dieulefit (Drôme) notamment, la formalisation de groupements en dehors des institutions, mais également une reprise en main discrète, quotidienne et ordinaire d'activités de subsistance, fréquemment organisées de manière coopérative et solidaire. Quoi qu'il en soit, les rapports au politique sont sans cesse remis sur le métier. Autre caractéristique transverse : l'organisation même de la vie des collectifs est rythmée par d'autres cultures et volontés démocratiques (sociocratie, permaculture humaine...). Il s'agit dans tous les cas de retrouver des capacités d'agir.

N'existe-t-il pas un risque de sécession ?

G.F. Non, dans le sens où il n'y a aucune allégeance à quelque autre puissance, ni même réclamation d'une quelconque indépendance. Il est question de construire des modes de vie un peu plus déliés des grands centres de consommation et des grandes masses d'approvisionnement. Il n'en demeure pas moins que les initiatives locales engagées dans cette voie émanent souvent de régions ayant développé des traditions autonomistes (Kreiz Breizh, Pays basque Nord, vallées des Gardons, plateau du Limousin, pays de Savoie, Corse...).

« Qui connaît les hectares fantômes nécessaires à notre alimentation, c'est-à-dire toutes les terres cultivées loin des centres urbains ? »

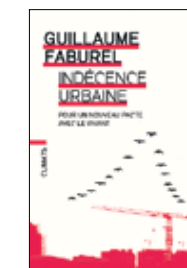
Pourquoi la gauche n'arrive-t-elle pas à s'approprier ces nouveaux thèmes ?

G.F. La pensée critique de gauche est encore aveugle sur les effets de la grandeur urbaine, non pas sur la gentrification et l'exclusion croissantes par les prix de l'im-

obilier, mais sur l'écologie. Pourtant, du fait de la densité du béton et des métabolismes urbains, les grandes agglomérations vont devenir à brève ou moyenne échéance proprement invivables, pour tous. Cela est démontré par toutes les données, elles-mêmes relayées par les organismes internationaux, tel le FMI. En fait, bien que composant des bases militantes et électorales croissantes dans les métropoles, l'écologie y est très orientée par une recherche de compromis avec la densité. Cela s'apparente plus à du développement durable. Mais cela nie la question première, celle assez basique de là où nous habitons et de nos responsabilités écologiques induites.

Pouvez-vous préciser ?

G.F. Est-ce plausible d'être à ce point distants des milieux nourriciers ? Qui connaît les hectares fantômes nécessaires à notre alimentation, c'est-à-dire toutes les terres cultivées loin des centres urbains ? Ou les territoires servants, c'est-à-dire ceux plus ou moins éloignés nécessaires au stockage, aux circulations, mais aussi à la fourniture des matériaux, par exemple pour son propre logement ? La raison de cette inclination renvoie à des cultures politiques faisant de la densité des populations réunies et de la proximité urbaine des institutions du pouvoir les leviers uniques de la transformation. On est ici dans la longue tradition dite révolutionnaire des villes, très éloignés du régime écologique et climatique qui impose de décroître et de démanteler les mégamachines urbaines. La gémellité entre les structures industrielles du capitalisme et les institutions d'État n'est plus à démontrer. Aujourd'hui, ce sont les révolutions moléculaire (Félix Guattari), maraîchère, voire potagère (Raoul Vaneigem) qu'il conviendrait de démultiplier, au-delà des grands récits du feu sacré de l'émancipation urbaine. **INTERVIEW P.T.**



À LIRE

Indécence urbaine, de Guillaume Faburel, Climats.
Les Métropoles barbares, de Guillaume Faburel, Passager clandestin.